

Qui sommes nous ?



Les JCR sont l'organisation de jeunesse de la LCR. Elles regroupent des jeunes lycéens, étudiants, travailleurs et chômeurs qui œuvrent à défendre leurs intérêts et à la construction d'une société plus juste. Nous nous affirmons communistes et révolutionnaires car nous voulons en finir avec la société capitaliste pour construire une société réellement démocratique, solidaire et égalitaire. Une société libre donc, fondée sur la propriété collective des richesses et sur une économie démocratiquement contrôlée par tous, assurant à la population la possibilité de partager les richesses et orienter la machine économique en fonction des besoins de tous, et non pas du besoin de profit des riches et des possédants.

Nous intervenons ainsi dans différents cadres collectifs que nous construisons, tels que le syndicalisme, le mouvement féministe ou les collectifs sans-papiers.

Nous combattons le racisme qui nous divise au nom de l'internationalisme qui nous unit, et affirmons qu'il ne peut y avoir de révolution victorieuse, d'émancipation des peuples, si le combat reste isolé dans un seul pays.

Participez aux 24^{èmes} Rencontres Internationales de Jeunes !

Du 21 au 28 juillet se tiennent les 24^{èmes} Rencontres Internationales de Jeunes, organisées par la IV^{ème} internationale et auxquelles participent les JCR. Cette année, elles se déroulent en France près d'Agen et rassembleront des jeunes venus de toute l'Europe, mais aussi des Philippines, du Mali, du Venezuela... C'est l'occasion de partager les expériences de lutte et de militantisme de ces dernières années entre les différents pays. C'est aussi un moment où on peut profiter des débats qui y sont proposés chaque jour. C'est un camp autogéré où chacun participe au bon fonctionnement (ménage, bouffe, so...).

Pendant les RIJ, nous tentons au maximum de mettre en place un fonctionnement proche de la société à laquelle nous aspirons, c'est à dire où disparaissent toutes les oppressions (sexisme, homophobie, racisme...) et les inégalités entre pays riches et pays pauvres.

C'est un moment où tu peux échanger et apprendre, tout en faisant la fête !

Meeting

avec **Olivier Besancenot**

mercredi 18 avril à 20h

Mutualité (M° Maubert-Mutualité)



Imprimerie photographie (93100)

la Rougeole



Bulletin lycéen des Jeunes Communistes Révolutionnaires • Avril 2007 • n°70

Avec Olivier Besancenot

Un programme d'urgence sociale pour les jeunes et les travailleurs !

Ségolène Royal, mais aussi Nicolas Sarkozy, répètent en boucle que voter pour eux, c'est voter « utile ». Si la politique de Sarkozy, patron de l'UMP et créateur du CNE/CPE, avait été « utile » pour la jeunesse et les travailleurs, ça se saurait ! De même pour Ségolène Royal, qui n'a rien à envier à la droite dans beaucoup de domaines et qui ne propose pas grand chose pour la jeunesse et les travailleurs, si ce n'est des camps militaires et beaucoup de flou dans son programme. François Bayrou quant à lui, qui jusqu'à présent, s'est toujours aplati devant Sarkozy, s'empresse maintenant de dire qu'il n'est « ni de gauche, ni de droite ». Une devise qui cache un programme bien de droite, dans la continuité de ce qu'a fait le gouvernement ces 5 dernières années. Il s'engage à gouverner pour ne rien faire, si ce n'est de continuer la casse des services publics, des retraites, avec une promesse solonelle de ne pas augmenter les salaires et les allocations, sous prétexte que l'Etat est endetté. Une dette qui, par ailleurs, n'est pas plus importante que celle des autres pays de l'Union européenne ou du Japon, par exemple. Gouverner avec des ministres de l'UMP, un parti qui n'hésite pas à se prendre

pour le FN en fonction des circonstances, ne le dérange absolument pas. Et en ce qui concerne le crapuleux Le Pen, xénophobe et fascisant, pas de doute la dessus : c'est le pire ennemi de la jeunesse et des travailleurs. Voter utile, c'est voter pour une politique utile.

Nous n'avons jamais produit autant de richesses qu'aujourd'hui : les seules entreprises du CAC 40 ont dégagées 100 milliards de profits rien qu'en 2006. Et pourtant, la situation de la jeunesse et des travailleurs ne cesse de se détériorer : appauvrissement, précarisation, chômage et vie très chère. En effet, la vaste majorité de ces immenses richesses sont entre les mains d'une petite minorité privilégiée : il est urgent de répartir autrement les richesses. C'est dans ce but que le porte-parole de la LCR, Olivier Besancenot, est candidat à l'élection présidentielle. Candidat pour affirmer qu'il est urgent de mettre un frein à tout ça, inverser la vapeur et imposer un juste partage des richesses. Un candidat, jeune, militant, issu des rangs des travailleurs, pour défendre exclusivement et inconditionnellement les intérêts de la jeunesse et des travailleurs.



Notre avenir vaut plus que leurs profits !

Olivier Besancenot

www.besancenot2007.org • www.jcr-red.org • jcr@jcr-red.org • 01 48 70 42 20

S'organiser, militer, prendre contact avec les JCR

- Je souhaite prendre contact avec les JCR-RED.
- Je souhaite m'abonner à RED, 10 euros pour 10 numéros (chèque à l'ordre de l'APEIJ)
- Je souhaite participer aux Rencontres Internationales de Jeunes

Nom: Prénom:
Adresse:
Lycée : Code postal: Ville:
Téléphone: Email:

À renvoyer à JCR-RED, 2 rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil.

Votez utile, votez pour un programme utile !

Nous n'avons jamais produit autant de richesses qu'aujourd'hui : les 40 plus grandes entreprises du pays ont dégagées, à elles seules, 100 milliards d'euros de profits, rien qu'en 2006 ! Il est urgent de répartir autrement les richesses si on veut en finir avec l'appauvrissement, la précarité, le chômage et la vie chère.

Un programme d'urgence contre la précarité, la pauvreté et le chômage !

Nous exigeons un SMIC à 1 500 net et une augmentation de 300 net de tout les revenus. On estime le nombre de chômeurs et de précaires entre 8 et 12 millions. Nous réclamons l'abolition de tout les contrats précaires et l'instauration du contrat à durée indéterminée (CDI) comme unique contrat de travail. Chaque mois, le patronat licencie en masse dans des entreprises qui font des profits énormes ! Face à ce patronat sans scrupules qui refuse tout contrôle, nous lui opposons l'interdiction des licenciements. 5 670 000 de personnes en France sont mal-logés et 35 % des SDF sur la région parisienne sont salariés. Des mesures d'urgences s'imposent : réquisition des logements vides (2 000 000 de bureaux et locaux inoccupés en France), construction massive de logements sociaux ainsi que le blocage des loyers pour mettre fin à cette flambée des prix devenus inaccessibles, pour les jeunes en particulier. Afin que les jeunes puissent se concentrer sur les études ou la formation professionnelle, nous militons pour l'instauration d'une allocation d'autonomie à 1 000 euros net par mois pour les 16-25 ans, la gratuité complète de toutes les études et le refus de toute sélection à l'entrée de l'université. Pour que nos camarades sans-papiers puissent vivre

dignement : régularisation immédiate. Enfin, nous exigeons le développement massif des services publics et la gratuité complète des transports en commun, permettant une réduction importante du recours à l'automobile et des créations d'emplois massives dans ces services.

Imposer nos revendications : seule la lutte paye !

C'est pour défendre ces mesures d'urgences qu'Olivier Besancenot est candidat. Des mesures qui ne pourront que s'imposer par la lutte collective de la jeunesse et des travailleurs. La dernière fois que le mouvement ouvrier a su imposer des mesures comparables, c'était en juin 1936 et mai 1968, après des mois de grèves et de lutte acharnée contre le patronat et ses représentants au gouvernement. Notre programme, c'est un programme de lutte : nous n'aurons que ce que nous saurons prendre !



Des mesures d'urgence pour la jeunesse :

Interdiction de tous les contrats précaires

Dans cette société, les jeunes sont les premières victimes de la précarité. Le CPE que nous proposaient Villepin et Sarkozy l'année dernière, ce n'était qu'un contrat précaire de plus. Entre les CDD, les CNE, les stages non-rémunérés, les temps partiels, etc. difficile de trouver un emploi stable, et pour beaucoup, ça finit chez McDo.

Aujourd'hui, plus de 2 lycéens sur 10 sont salariés en plus des cours. Plus d'un étudiant sur 10 est salarié, et 50 000 étudiantes sont obligées de se prostituer pour vivre.

Nous nous battons au quotidien au coté des jeunes précaires pour gagner des nouveaux droits. Nous exigeons l'interdiction de tous les contrats précaires, ainsi qu'une allocation d'autonomie à hauteur du smic, qui permette à chaque jeune de mener ses études et sa vie comme il le désire.



Régularisation de tous les sans-papiers !

À l'instar de Le Pen, Sarkozy répète chaque jour que l'immigration est un « problème ». Il envoie ses flics aller chercher des enfants sans papiers jusque dans les maternités pour les expulser vers la misère qu'ils ont fuit avec leurs parents. Il souhaite la création d'un ministère de « l'immigration et l'identité nationale », assimilant l'immigration à une menace.

À noter que la proportion d'immigrés par rapport à la population globale en France reste environ la même depuis plusieurs décennies. C'est bien la précarité, le chômage et la pauvreté qui ont explosés depuis !

Les responsables, ce ne sont pas les étrangers, mais le patronat et ses représentants au gouvernement ! Nous exigeons l'égalité la plus complète entre français et étrangers et la régularisation de tous les sans papiers.

Police hors des quartiers, des facs et des lycées Amnistie pour tous les jeunes réprimés

Pour beaucoup de jeunes, en particulier ceux qui sont un peu trop bronzés aux yeux de Sarkozy et qui en plus, habitent des cités populaires, la police remplit un rôle tout sauf protecteur. De contrôles d'identités à répétitions, fouilles permanentes et insultes, l'harcèlement policier est quotidien et permanent. Plusieurs militants des JCR et de la LCR risquent de très lourdes amendes ou des peines de prisons pour avoir participé aux mouvements contre la loi Fillon en 2005 et contre le CPE en 2006.

L'État veut nous faire peur et nous empêcher de nous mobiliser. Nous exigeons l'amnistie et l'annulation de tout les jeunes réprimés lors des mouvements sociaux. Y compris pour les jeunes condamnés ou poursuivis pour avoir participé au soulèvement des banlieues en novembre 2005.

